



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DÉPARTEMENT
DES LANDES
2026- 27
MAIRIE
DE MIMIZAN

Séance du 19 février 2026

Date d'envoi de la convocation : 13 février 2026
Date d'affichage de la convocation : 13 février 2026
Nombre de conseillers en exercice : 29
Nombre de conseillers présents : 18
Nombre de votants : 23

PLU – APPROBATION DE LA REVISION ALLEE N°1

L'AN DEUX MILLE VINGT SIX, le 19 du mois de février à 18 heures 30,
Le Conseil Municipal, dûment convoqué le 13 février 2026, se réunit au lieu ordinaire de ses séances,
en Mairie de Mimizan, sous la présidence de Monsieur POMAREZ Frédéric, Maire de Mimizan.

Présents :

Monsieur POMAREZ Frédéric, Maire,
Madame CASSAGNE Christine, Monsieur PUJOS Daniel, Madame DELEST Marie-France, Monsieur
SERVETO Yves, Madame OLHASQUE Annabel, Madame PERIER Michèle, Monsieur PERSILLON
David (adjoints),
Madame WEBER Sophie, Monsieur ALQUIER Ivan, Monsieur BADET Gilbert, Madame
POUYDEBASQUE Florence (conseillers délégués)
Madame CALAND Marie-Christine, Monsieur COURREYAN Serge, Monsieur DARMANTHE Corentin,
Monsieur BOURDENX Arnaud, Monsieur PONS Guy, Madame AMESTOY Katia, (conseillers
municipaux)

Absents excusés :

Madame BOUVILLE Josée donne pouvoir à Madame POUYDEBASQUE Florence
Monsieur LARGE Daniel donne pouvoir à Madame PERIER Michèle
Madame LARRERE Dominique donne pouvoir à Madame CALAND Marie-Christine
Madame ANDUEZA donne pouvoir à Monsieur PONS Guy

Absents :

Monsieur CAULE Thierry, Madame MAS Muriel, Monsieur FORTINON Xavier, Madame JOUARET
Morgane, Madame DESCLOQUEMANT Sandrine, Monsieur CONSTANS Pierre, Madame BOURREL
Elodie

Secrétaire de séance : Monsieur BADET Gilbert

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-1 et suivants, R.153-1 et suivants et L.103-2 ;

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 13 décembre 2018, ayant fait l'objet d'une modification simplifiée n° 1 approuvée le 21 mars 2023, et d'une modification simplifiée n° 2 approuvée le 12 mars 2024 ;

Vu le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Born approuvé par délibération par le comité syndical du Syndicat mixte le 20 février 2020, ayant fait l'objet des modifications n° 1 et n° 2 approuvées le 28 juillet 2025 ;

Par délibération n° 2025-65 en date du 13 mai 2025, le conseil municipal a prescrit la procédure de révision allégée n° 1 du PLU ayant pour objet de classer en « zone naturelle anthropisée » une partie



de la plage située au droit de la zone urbanisée de Mimizan-Plage et accueillant les cabanes de plage, et d'assurer ainsi la mise en compatibilité avec le SCoT. Les modalités de la concertation étaient également fixées dans cette délibération ;

La Commune a saisi la mission régionale d'autorité environnementale le 13 juin 2025 qui, par décision n° 2025ACNA115 du 08 août 2025, a rendu son avis conforme (en application de l'article R. 104-35 du Code de l'urbanisme) précisant que le projet ne nécessitait pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Ce projet a été présenté lors d'une réunion de concertation aux personnes publiques associées le 7 novembre 2025, lesquelles ont émis un avis favorable avec observations. De même, une réunion publique a eu lieu le 7 novembre 2025 afin de présenter la démarche de la révision allégée et de concertation sur le projet ;

Par délibération n° 2025-130 en date du 02 décembre 2025, le conseil municipal a arrêté le projet de révision allégée n° 1 du PLU, au regard du bilan de concertation et de l'avis de l'autorité environnementale ;

Ainsi, par décision n° E250000120/64, la vice-présidente du tribunal administratif de Pau a le 21 octobre 2025, désigné Monsieur Florent DEVAUD en qualité de commissaire enquêteur, et Monsieur Éric LOPEZ en qualité de suppléant ;

Suite à cet arrêt, la consultation des personnes publiques associées et l'enquête publique ont été engagées, notamment par arrêté n° 2025-38 de Monsieur le Maire du 03 décembre 2025 ordonnant et organisant l'enquête publique unique relative à la révision allégée n° 1 ;

L'enquête publique s'est déroulée du 19 décembre 2025 au 19 janvier 2026. Durant cette période, trois permanences ont été assurées en mairie (les 19 décembre, 6 janvier et 19 janvier), permettant au commissaire enquêteur de présenter l'intégralité du dossier. Ces rencontres ont totalisé 13 visites et 7 observations, auxquelles s'ajoute une contribution recueillie hors permanence. Par ailleurs, 69 observations ont été transmises par courrier ou par voie dématérialisée ;

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 9 février 2026. Son avis est favorable.

Considérant qu'au regard des remarques émises lors de l'enquête publique, il n'y a pas lieu de modifier le projet tel qu'il a été arrêté le 02 décembre 2025 ;

Considérant l'examen conjoint avec les personnes publiques associées du 09 décembre 2025, à l'issue duquel des observations ont été faites par écrit le 18 décembre 2025 par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), auxquelles Monsieur le Maire a apporté des éléments de réponse ;

Considérant que suite à l'avis des personnes publiques associées, notamment les services de la DDTM, il y a lieu de compléter le projet tel qu'il a été arrêté le 02 décembre 2025 par la mise en place d'une servitude de protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme ;

Considérant les avis des personnes publiques associées et consultées, qu'ils soient émis ou tacites, sur le projet de révision allégée n° 1 du PLU n'ayant aucun impact sur ledit projet ;

Considérant que le projet de révision allégée n° 1 du PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du Code de l'urbanisme (annexe n° 1 de la présente délibération) ;

Sur proposition du rapporteur,

et après en avoir débattu,

Le Conseil municipal à l'UNANIMITE (sur 23 suffrages exprimés : 23 voix pour)

Envoyé en préfecture le 26/02/2026

Reçu en préfecture le 26/02/2026

Publié le

ID : 040-214001844-20260219-DELIB202627-DE



DECIDE

- **APPROUVER** le dossier de révision allégée n° 1 du Plan local d'urbanisme de MIMIZAN, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **PRÉCISER** que le dossier a été modifié suite à l'examen conjoint et à l'enquête publique afin d'ajouter une protection au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme sur la dune embryonnaire, notamment en réponse aux recommandations de l'État ;
- **PRÉCISER** que, conformément aux articles R.153-20, R.153-21 et R.153-22 du Code de l'urbanisme, le dossier de révision allégée du Plan local d'urbanisme fera l'objet des mesures de publicité suivantes :
 - Affichage de la présente délibération au siège de la mairie durant un mois ;
 - Mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
 - Publication sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du Code de l'urbanisme.
- **PRÉCISER** que la présente délibération, accompagnée du dossier de révision allégée n° 1 du Plan local d'urbanisme annexé, sera transmise à Monsieur le Préfet des Landes, en sa qualité de représentant de l'État ;
- **PRÉCISER** que le dossier de révision allégée n° 1 du Plan local d'urbanisme approuvé est consultable en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- **PRÉCISER** que le dossier de révision allégée n° 1 du Plan local d'urbanisme approuvé sera consultable sur le site : <https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/> ;
- **PRÉCISER** que le dossier de révision allégée n° 1 du Plan local d'urbanisme est exécutoire dès lors qu'il a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente de l'État dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les actes de sa compétence utiles à la mise en œuvre de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau 50 cours Lyautey BP 43 64 010 Pau Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat ou directement sur le site www.telerecours.fr.

Délibéré en séance les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Gilbert BADET
Secrétaire de séance

Certifié exécutoire par Frédéric POMAREZ, Maire
compte tenu de sa transmission en Préfecture le : 26/02/2026
et l'acquiescement reçu sous le numéro de certificat :
040-214001844-20260219-DELIB 202627-DE
et de la publication par voie électronique le : 26/02/2026
Fait en mairie de Mimizan, le 26/02/2026

Frédéric POMAREZ
Maire de MIMIZAN

Notifié le : 26/02/2026
à :

- Service urbanisme

Frédéric POMAREZ,
Maire de MIMIZAN

